

Le Monde 経済記事精読 (小林) 1月 (01/17)

バイデン大統領の時期に一旦復帰したパリ協定から、トランプは再び米国を脱退させた。

しかし、気候温暖化をでっち上げとして否定するだけでは飽き足らず、温暖化対策に汗をかこうとする国々に対して恫喝まがいの関税引上げ等を科し、その努力にブレーキを掛けようとしているそうな。

例えば、海運業界を対象とした世界共通の炭素税導入は、気候変動対策の節目となるはずだった。

各国は貨物船から排出される温暖化ガスを抑制するため、数年かけて制度設計を進め、10月中旬の国際海事機関 (IMO) 臨時会合で炭素税導入が採択される予定だった。

しかし、米国、サウジアラビア、イランを含むグループが採択の一年間延期を主張し、炭素税導入は当面不可能となつた。

<https://newsdig.tbs.co.jp/articles/withbloomberg/2257128?display=1>

とりわけトランプ政権の当局者らが、海運における歴史的な温暖化ガス規制の合意を阻止しようと、他国の交渉担当者に対して追加の関税や個人的な脅迫をしていてることが判明した。

ご参考までに、

2025年9月教材

<http://www.muse.dti.ne.jp/~kbys/MateriauxPedagogiques/LeMonde2025.09.pdf>

地球温暖化そのものを否定し

気候問題に関わる政府部局の研究者を大量解雇。

トランプのしていることは、1930年代以降

スターリン支配下の旧ソ連邦で

怪しげな学説を掲げた農学者ルイセンコと

彼を支持したスターリンの行動に匹敵する…

Climat : les Etats-Unis, du retrait au travail de sape

Le Monde du 9 novembre 2025, Nicola Chapuis

Il ne suffit plus à Donald Trump d'avoir quitté la table des négociations internationales sur la crise climatique, comme lors de son premier mandat. Le président de la première puissance mondiale entend partir en la renversant, dans le plus grand fracas possible. Les Etats-Unis se sont tenus à l'écart du sommet des chefs d'Etat sur la crise climatique, les jeudi 6 et vendredi 7 novembre, à Belem, au Brésil, tout comme ils se garderont de toute participation de premier plan à la COP30, du 10 au 21 novembre. L'un des premiers décrets signés par le républicain le jour de son retour au pouvoir visait à quitter à nouveau l'accord de Paris de 2015 sur la réduction des gaz à effet de serre, comme en 2020. Mais ce désinvestissement s'accompagne désormais d'efforts répétés pour saper les actions que pourraient engager les autres pays.

«*La position de l'administration sur le changement climatique est aussi négative qu'elle pourrait l'être : non seulement Donald Trump veille à ce que les Etats-Unis ne participent pas au processus international, mais il tente également de faire pression sur d'autres pays, en les menaçant de sanctions commerciales, pour qu'ils réduisent leurs ambitions*», résume Robert Stavins, professeur à Harvard, directeur du programme d'économie environnementale de l'université.

Donald Trump a jeté son climatoscepticisme à la face des autres nations, le 23 septembre, lors de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York, estimant que la crise climatique est «*la plus grande escroquerie jamais perpétrée dans le monde*». «*Si vous ne prenez pas vos distances avec cette arnaque verte, votre pays échouera*», a-t-il lancé.

Etait-ce un conseil ou une menace? L'exemple récent de l'échec de l'accord sur une taxation de la pollution du transport maritime, visant à décarboner le secteur, donne une idée de la stratégie Trump 2.0 en matière environnementale. Alors que les négociations avaient pris des années et devaient aboutir à la mi-octobre, l'administration américaine a pesé de tout son poids pour empêcher la signature, faisant notamment pression avec d'éventuels droits de douane supplémentaires à l'encontre des Etats trop

allants. «*La façon dont ils ont intimidé les autres pays, c'était sans précédent*», estime Pamela Chasek, professeure en science politique à l'université de Manhattan et directrice de la revue Earth Negotiations Bulletin.

Impact très fort sur la recherche

La spécialiste des politiques environnementales a recensé les participations américaines aux différentes instances internationales. Selon elle, les Etats-Unis y ont maintenu une forme de présence, sauf en ce qui concerne directement les négociations sur le climat, ostensiblement négligées. Les délégations peuvent ne pas venir à certains grands rendez-vous, comme le sommet sur les océans, puis débouler à d'autres pour plomber les progrès enregistrés.

Pour Pamela Chasek, le désengagement sur les sujets climatiques a des effets politiques très directs, des conséquences financières importantes avec le gel des contributions et un impact très fort sur la recherche scientifique en la matière, avec l'arrêt de nombreux financements fédéraux. Or l'apport des universités américaines à la connaissance mondiale sur les questions environnementales est sans égal.

La feuille de route de l'administration Trump est assez claire : il s'agit d'empêcher toute initiative contraire aux intérêts de l'industrie américaine ou aux énergies fossiles, le pays étant devenu, ces dernières années, le premier producteur de pétrole et de gaz dans le monde, avec la fracturation hydraulique. Ainsi, le traité pour limiter la production de plastique a-t-il été sabordé en août, sous ses coups de boutoir. Les Etats-Unis sont le deuxième producteur de plastique de la planète, un matériau en partie fabriqué à partir de composants fossiles comme le pétrole et le gaz.

Au sein de l'administration, Chris Wright est le représentant de la ligne «*Drill baby drill*» («*Fore chéri fore*»), slogan de campagne de Donald Trump en 2024, visant à relancer au maximum l'exploitation des énergies fossiles. Le secrétaire à l'énergie, fondateur de l'une des plus grandes compagnies spécialisée dans la fracturation hydraulique, a relayé la pensée présidentielle devant la presse internationale, le 24 septembre : «*Les Nations unies, ainsi que de nombreux pays dans le monde, se sont complètement égarés à propos*

du changement climatique, en exagérant jusqu'à en faire la plus grande menace pour la planète». Le sujet environnemental est ramené à une dimension transactionnelle : «*Comme toute autre question, il s'agit d'un compromis*». Tout est négociable, y compris la crise climatique.

Le recul de la question environnementale aux Etats-Unis n'est pas le fait de l'administration Trump uniquement. Il est nourri par deux dynamiques. La première est la montée du «*techno-solutionnisme*» qui promet un règlement de la crise climatique par l'innovation technologique. Elon Musk en est l'un de ses défenseurs. Il postait sur son réseau social X, en décembre 2024, que les prévisions climatiques étaient «*trop pessimistes*» : «*Si nous passons à une consommation d'énergie principalement durable (transport et chauffage électriques) et à une production (principalement solaire et fission) d'ici à une vingtaine d'années, ce qui tend actuellement à se produire, le monde ira bien à mon avis*». Aucune étude ne montre que la planète serait actuellement sur cette voie.

La seconde raison du recul est l'absence de portage politique. Une partie du mouvement environnemental a été captée par la nébuleuse MAHA, «*Make America Healthy Again*» (*«Rendre sa santé à l'Amérique»*) de Robert Kennedy Jr, ministre de la santé antivax de Donald Trump. Et les démocrates, s'ils n'ont pas renoncé à leurs convictions, en font beaucoup moins étalage. Le sujet a été globalement effacé du débat public, qui tourne davantage autour du coût exorbitant de la vie : les mesures environnementales sont perçues, par nombre d'électeurs, comme renchérisant encore les prix, notamment ceux de l'énergie.

Volte-face de Bill Gates

Symbole de cette évolution, Zohran Mamdani, la sensation des dernières élections, qui a remporté la mairie de New York, le 4 novembre, sur une ligne très à gauche, ne mentionne quasiment pas ces thématiques dans ses meetings, essentiellement attachés au pouvoir d'achat. Il faut se référer à son programme en ligne pour trouver des propositions écologiques. La mairie de New York a pourtant plusieurs programmes en pointe et des objectifs ambitieux sur ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, qu'elle ne tiendra probablement pas.

Pour Robert Stavins, il s'agit moins d'un recul de la question environnementale aux Etats-Unis que de l'émergence d'autres sujets d'angoisse, «*étant donné les choses horribles que l'administration Trump commet quotidiennement*» : «*Les gens à gauche et au centre, qui votent démocrate, s'inquiètent du futur de la démocratie américaine, du futur de l'OTAN [l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord], de la sécurité en Europe, en Ukraine, des droits de douane, qui n'avaient pas autant changé depuis les années 1930... Tous ces problèmes détournent l'attention publique du changement climatique et de l'environnement*».

La volte-face de Bill Gates, fin octobre, incarne cette rétrogradation de la question environnementale. Dans un texte, le milliardaire à la tête de la plus grande fondation philanthropique de la planète, qui avait soutenu Kamala Harris face à Donald Trump en 2024, appelle les grands donateurs à rediriger leurs fonds vers d'autres priorités, comme la lutte contre la pauvreté, les maladies et la faim dans le monde. «*Même si le changement climatique aura de graves conséquences – en particulier pour les populations des pays les plus pauvres –, il ne conduira pas à la disparition de l'humanité*», écrit-il, suscitant l'ire des scientifiques spécialistes du climat.